

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 776

2 avril 2013

SOMMAIRE

Amadeus Holding S.A. - SPF	37227	LGT (Lux) II	37210
Antrax S.A. - SPF	37206	Lizo S.A.	37246
Aquimmo S.A.	37206	Malouvag S.A., SPF	37227
Argenta Fund	37226	Managed Funds Portfolio	37244
Argenta Fund of Funds	37225	Market Access II	37209
Asia Pacific Performance	37203	Market Access III	37209
Belvoir S.A.	37246	Melcombe Finance S.A.	37202
BLEMOX Spf S.A.	37207	M&G UK Residential Property Fund FCP- FIS	37247
Calgis Invest S.A.	37244	Montaigne Investissement S.A.	37203
Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F.	37207	Nikkei Invest Corporation S.A., SPF	37245
CB - Accent Lux	37204	Nordic Finance Holding S.A. S.P.F.	37223
CLT-UFA	37202	OP Global Strategic	37246
Convertible Securities PlusSI FCP-SIF ...	37248	Oyster	37205
Courtois Investissement S.A.	37202	Piramid Investment Solutions S.A. SPF ..	37223
Dexia Bonds	37206	Prosper Funds Sicav	37208
Dexia Money Market	37207	PT Alternatives SICAV-FIS S.A.	37229
Diapason S.A.	37208	RBS Market Access	37223
DJE Investment S.A.	37248	Scrio LuxCo S.A.	37248
Ernst & Young International Pension Sche- me	37226	Sicav Euro Continents	37228
GEVAPAN INVEST Spf S.A.	37228	Sicav Placeuro	37247
Global Competence	37225	Sylux S.A.	37224
Innotecnis Europe S.A.	37227	Trinity Strategies S.A.	37204
INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.) ...	37204	Trust Alliance Luxembourg S.A.	37228
Investissements Immobiliers Européens et In- ternationaux S.A.	37245	Tuscani S.A.	37224
Jerona SPF S.A.	37244	V.H.K. S.A.	37224
		Warburg Invest Luxembourg S.A.	37248
		WestSelect	37245

Courtois Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 124.509.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 2013 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033296/10/18.

Melcombe Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 124.510.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 2013 à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033297/10/19.

CLT-UFA, Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 6.139.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 17 avril 2013, à 10.30 heures, au siège social (45 bld Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg-Kirchberg), pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice 2012
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé
5. Nominations légales et statutaires
6. Divers.

Conformément à l'article 21 des statuts, les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres au moins cinq jours avant la réunion, soit au siège social de la société, soit dans l'un des établissements bancaires suivants:

- BIL, Banque Internationale à Luxembourg S.A.
- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
- BGL BNP Paribas

De même, conformément à l'article 22 des statuts, les propriétaires de titres qui souhaiteront se faire représenter à ladite Assemblée devront faire parvenir leur procuration au siège de la société (à l'attention de Mr Edouard de Fierlant) cinq jours avant la réunion.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013036117/27.

Montaigne Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 89.783.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033298/10/19.

Asia Pacific Performance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 50.269.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 23 avril 2013 à 14.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042456/755/25.

Trinity Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 124.511.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 25 avril 2013 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033299/10/19.

INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 36.485.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 18 avril 2013 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039059/18.

CB - Accent Lux, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 80.623.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de CB-Accent Lux qui se tiendra le 22 avril 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes annuels de la Sicav incluant le rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012;
2. Affectation des résultats pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

La dernière édition du Rapport Annuel est disponible gratuitement au siège social de la Société sur simple demande par fax au: +352 46 40 10 413 ou par email à l'adresse suivante: luxembourg-finrep4@StateStreet.com.

Les actionnaires désirant assister à cette Assemblée devront déposer leurs actions au moins deux jours francs avant l'Assemblée auprès de:

Pour le Luxembourg:

State Street Bank Luxembourg S.A.

49, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Pour la Suisse:

Cornèr Banca S.A.

Via Canova, 16

CH- 6901 Lugano

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042459/755/25.

Oyster, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.740.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de OYSTER aura lieu dans les locaux de RBC Investor Services Bank SA, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, le 18 avril 2013 à 15.00 heures.

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises de la Sicav;
2. Approbation des comptes de la Sicav pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
3. Affectation des résultats de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
4. Décharge donnée aux administrateurs de la Sicav (les «Administrateurs») pour les décisions prises dans le cadre de leur mandat pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2012;
5. Élection des Administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013 dont:
 - M. Alfredo Piacentini;
 - M. Massimo Paolo Gentili;
 - M. Régis Deymié;
 - Me Claude Kremer.

Les Administrateurs mentionnés ci-dessus sont tous proposés par les détenteurs d'actions de la Classe P conformément aux statuts de la Sicav. Une liste complète des Administrateurs proposés à l'élection par les détenteurs d'actions de la Classe P et, le cas échéant par tout autre actionnaire, est disponible au siège social de la Sicav.
6. Paiement des tantièmes;
7. Reconduite du mandat donné à PricewaterhouseCoopers en qualité de réviseur d'entreprises de la Sicav, jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle approuvant les comptes pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013;
8. Divers.

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle, à l'exception du point 5, ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises par vote favorable de la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Concernant le point 5, les actionnaires sont informés que les Administrateurs ne pourront être élus que par le vote affirmatif des actionnaires représentant au moins deux-tiers des actions de la Sicav présentes ou représentées à l'Assemblée Générale Annuelle à laquelle 50% des actions de la Sicav devront être présentes, représentées et votantes.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de l'Assemblée Générale Annuelle, une seconde assemblée sera convoquée sur ce point et les Administrateurs seront élus par le vote affirmatif des actionnaires représentant au moins deux-tiers des actions de la Sicav présentes, représentées et votantes à cette assemblée, sans exigence de quorum.

Les actionnaires pourront consulter les comptes annuels, les rapports des réviseurs d'entreprises et des Administrateurs visés ci-dessus au siège social de la Sicav. Chaque actionnaire pourra demander à ce que ces documents lui soient adressés.

Si vous n'êtes pas en mesure d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, vous avez la possibilité de vous faire représenter par le biais de la procuration ci-jointe. Merci de compléter et signer la procuration et de la renvoyer pour le 17 avril 2013 à OYSTER Sicav c/o RBC Investor Services Bank SA, 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, à l'attention de Fund Corporate Services - Domiciliation (Fax N° +352 / 2460-3331), ceci pour des raisons d'organisation.

Luxembourg, le 2 avril 2013.

Pour le Conseil .

Référence de publication: 2013042467/755/46.

Antrax S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 12.643.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme ANTRAX S.A.-SPF sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, 17 avril 2013 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042454/750/16.

Aquimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 101.762.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avr. 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042455/1267/15.

Dexia Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.659.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA BONDS aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 18 avril 2013 à 15 heures

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2012
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 16 avril 2013 auprès de DEXIA BONDS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042461/755/29.

BLEMOX Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 10.528.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 23 avril 2013 à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2012
3. Affectation des résultats au 31/12/2012
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042457/18.

Carolus Investment Corporation S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 16.100.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 22 avr. 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042458/1267/16.

Dexia Money Market, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 26.803.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA MONEY MARKET aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 18 avril 2013 à 16 heures

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2012
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats

4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 16 avril 2013 auprès de DEXIA MONEY MARKET, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013042462/755/28.

Diapason S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 102.450.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042463/1267/15.

Prosper Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.045.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 24 avril 2013 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée et les décisions seront prises à la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042470/755/25.

Market Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 129.800.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of MARKET ACCESS II (the "Fund") will be held at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on *April 18, 2013* at 4.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. To review the Management Report of the Board of Directors and the Report of the Auditors in connection with the financial statements for the year ended December 31, 2012.
2. To approve the Statement of Net Assets and the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2012 and to approve the allocation of the net results.
3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the year ended December 31, 2012.
4. To renew the terms of office of the Directors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
5. To renew the appointment of the Auditors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting and voting.

For organizational reasons, those shareholders who hold bearer shares and who wish to attend the annual general meeting in person are requested to block their shares at the depositary 5 clear days prior to the meeting and to provide the registered office of the company, at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the annual general meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013042464/755/27.

Market Access III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.329.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of MARKET ACCESS III (the "Fund") will be held at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on *April 18, 2013* at 4.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. To review the Management Report of the Board of Directors and the Report of the Auditors in connection with the financial statements for the year ended December 31, 2012.
2. To approve the financial statements for the year ended December 31, 2012 and to approve the allocation of the net results.
3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the year ended December 31, 2012.
4. To renew the terms of office of the Directors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
5. To renew the appointment of the Auditors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting and voting.

For organizational reasons, those shareholders who hold bearer shares and who wish to attend the annual general meeting in person are requested to block their shares at the depositary 5 clear days prior to the meeting and to provide the registered office of the company, at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the annual general meeting.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013042465/755/27.

LGT (Lux) II, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 175.959.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh day of March,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg,

appeared:

LGT Global Invest Limited, with its registered office at UBS House, P.O. Box 852GT, Grand Cayman, Cayman Islands, here represented by Henning Schwabe, attorney-at-law, with offices located at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, pursuant to a power of attorney executed under private seal, issued on 8 March 2013.

Said power of attorney, having been signed *ne varietur* by the party appearing and by the undersigned notary, remains attached to the present instrument as an appendix, for the purpose of being recorded together therewith.

The party appearing, in the capacity in which that party here acts, has requested of the notary to fix the terms of the following Articles of Association for a joint stock company (*société anonyme*) in the form of an investment company with variable capital - specialized investment fund (*société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé*) (SICAV-SIF), to be incorporated by said party.

I. Name, registered office and purpose of the Investment Company

Art. 1. Name. By the parties appearing, and by all those who shall become holders of shares subsequently issued, is incorporated an investment company, in the form of a joint stock company (*société anonyme*), as a “Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé”, under the name LGT (Lux) II (the “Investment Company”). The Investment Company is an umbrella structure, which may comprise multiple sub-funds.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Investment Company is in the City of Luxembourg.

By simple resolution of the Board of Directors of the Investment Company (“Board of Directors”), the registered office may be moved to another location within the City of Luxembourg, and branch offices and representations may be opened at other localities within the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign countries.

In the event of the existence or the imminent threat of political, military or other emergency due to force majeure beyond the control, responsibility, or influence of the Investment Company, as a result of which normal business activities at the registered office, or the smooth execution of transactions between the registered office and other countries are impeded, the Board of Directors may, by simple resolution, transfer the registered office temporarily to a foreign country until the complete cessation of such abnormal circumstances. In such case, the Investment Company shall nevertheless remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Purpose.

1. Sole purpose of the Investment Company is the investment in transferable securities and/or other authorized assets in keeping with the principle of risk diversification pursuant to the Law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time (“Law of 13 February 2007”), with the objective of achieving added value for the shareholders by determining a specific investment policy.

2. The Investment Company may, with due regard for the provisions set forth in the Law of 13 February 2007 and in the Law of 10 August 1915 on Commercial Companies (including subsequent amendments and additions) (“Law of 10 August 1915”), take all measures that are useful or expedient to its purpose.

It may exercise its activity as a self-managed investment company (“SMIC”), or the Board of Directors may, pursuant to article 25 of the Articles, appoint a management company to assume the management function (the “Fund Management Company”).

Art. 4. General investment principles and restrictions. The objective of the investment policy of the individual sub-funds is to achieve an appropriate level of performance in the respective sub-fund's reference currency. The investment policies specific to the individual sub-funds are described for each sub-fund respectively in the appropriate appendix to the offering document of the Investment Company (the “Offering Document”).

The following general investment principles and restrictions shall apply to all sub-funds, insofar as no amendments or additions thereto concerning the individual sub-funds are contained in the respective appendices to the Offering Document.

The assets of each sub-fund shall be invested with due regard for the principle of risk diversification, within the meaning of the rules set forth in the Law of 13 February 2007, and in observance of the applicable statutory and regulatory investment restrictions.

II. Duration and liquidation of the Investment Company

Art. 5. Duration of the Investment Company. The Investment Company was established for an indeterminate duration.

Art. 6. Liquidation of the Investment Company.

1. The Investment Company may be liquidated by resolution of the general meeting of the shareholders (the “General Meeting”). The resolution shall be voted in keeping with the provisions foreseen for amendments to the Articles of Association, subject to waiver of compliance with those provisions by these Articles, by the Law of 10 August 1915, or by the Law of 13 February 2007.

In the event that the Investment Company’s assets fall below two thirds of the minimum capital as required by the Law of 13 February 2007, the Board of Directors of the Investment Company may decide upon the liquidation of the Investment Company.

The resolution of the General Meeting or the Board of Directors in favour of the liquidation of the Investment Company shall be published in keeping with the statutory provisions.

2. Subject to contrary resolution by the Board of Directors, the Investment Company, as of the date of the liquidation resolution vote and until execution of the liquidation resolution, shall not issue, redeem or convert any further shares in the Investment Company.

3. Net liquidation proceeds not claimed by shareholders up to the time of the conclusion of the liquidation proceedings shall be deposited by the depository bank upon conclusion of the liquidation proceedings in escrow for the entitled shareholders with the Caisse de Consignations in the Grand Duchy of Luxembourg, to whom those amounts shall be forfeited for which no claim is asserted within the statutory limitation period.

III. The sub-funds, duration and liquidation of one or more sub-funds and merging of the Investment Company or of one or more sub-funds

Art. 7. The sub-funds.

1. The Investment Company consists of one or more sub-funds. The Board of Directors may at any time resolve upon the creation of further sub-funds. In such case, the Offering Document will be revised accordingly.

2. Each sub-fund shall be treated as a separate set of assets. The rights and duties of the shareholders in a sub-fund are distinct from those of the shareholders in other sub-funds. In relation to third parties, the assets of each of the individual sub-funds are liable only for liabilities entered into by the respective fund.

Art. 8. Duration of the individual sub-funds. One or more sub-funds may be established for a fixed or an unlimited term. The duration of an individual sub-fund may be found by consulting the appendix to the Offering Document concerning the respective sub-fund.

Art. 9. Liquidation of one or more sub-funds.

1. The dissolution and liquidation of a sub-fund shall follow automatically upon expiration of its term, where applicable.

2. A sub-fund of the Investment Company may, moreover, be liquidated by resolution of the Board of Directors of the Investment Company. Liquidation may be resolved upon, in particular, in the following instances:

- where the net assets of the sub-fund on a given valuation date as defined for each sub-fund in the respective appendix to the Offering Document (the “Valuation Day”) fall below the level considered the minimum amount required for managing the sub-fund in a financially reasonable manner.

- insofar as due to a substantial change in the economic or political environment, or for reasons of financial profitability or as a matter of economic rationalisation, it no longer appears financially reasonable to manage the sub-fund.

The liquidation resolution by the Board of Directors is to be published as an announcement to the shareholders in conformity with the provisions governing the publication of such announcements. The liquidation resolution requires the prior authorization of the CSSF.

Subject to contrary resolution by the Board of Directors, the Investment Company, as of the date of the liquidation resolution vote and until execution of the liquidation resolution, shall not issue, redeem or convert any further shares in the Investment Company.

3. Net liquidation proceeds not claimed by shareholders up to the time of the conclusion of the liquidation proceedings shall be deposited by the depository bank upon conclusion of the liquidation proceedings in escrow for the entitled shareholders with the Caisse de Consignations in the Grand Duchy of Luxembourg, to whom those amounts shall be forfeited for which no claim is asserted within the statutory limitation period.

Art. 10. The merging of the Investment Company and the merging of one or more sub-funds. Under the same circumstances as described under Article 9 above, the Board of Directors may decide to allocate the assets of some sub-funds to those of another sub-fund of the Investment Company or to another undertaking for collective investment governed by the Law of 13 February 2007 and to re-designate the shares of the sub-fund concerned as shares of that new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders).

Such decision will be published in the same manner as described under Article 9 above (the publication will, in addition, contain information in relation to the new fund), one month prior to the effectiveness thereof in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of any redemption or conversion fee as stated in the current Offering Document, during such a period of one month.

The one-month notice may be waived provided that all concerned shareholders have provided their written consent.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the General Meeting of a sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to contribute the assets and liabilities attributable to such Sub-Fund to another sub-fund within the Investment Company. There shall be no quorum requirements for such General Meeting which shall decide upon such amalgamation by resolution taken by simple majority of expressed votes.

The decision to merge a sub-fund into another undertaking for collective investment or a sub-fund of another undertaking for collective investment in the circumstances and in the manner described in the preceding paragraphs may also be taken at a General Meeting of the sub-fund to be merged where no quorum is required and where the decision to merge must be approved by shareholders holding at least 50% of the expressed votes.

The contribution of one sub-fund into another Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement, FCP) or another foreign undertaking for collective investment is only possible with the unanimous agreement of all the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the shareholders who have approved the operation will be transferred.

IV. Capital stock and shares

Art. 11. Capital stock. The capital stock of the Investment Company is equivalent at any given time to the sum of the net sub-fund assets of all of the Investment Company's sub-funds, as set forth in article 13 of these Articles, and is represented by fully paid-in shares with no par value.

The initial capital of the Investment Company is in the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand euros), represented by thirty-one (31) shares with no par value.

The minimum capital of the Investment Company, in compliance with the law of Luxembourg, is equivalent to the amount of EUR 1,250,000 (one million two-hundred-and-fifty-thousand euros) and must be attained within a period of twelve months following authorization of the Investment Company by the CSSF. Determinant in this regard are the net assets of the Investment Company.

Art. 12. Shares.

1. Shares are shares in the respective sub-funds. They shall be issued solely as registered shares through registration in the share register of the Investment Company, with written confirmation thereof provided. The Investment Company may issue fractions of shares in fractions of up to 0.001 shares. Fractions of shares shall have no voting rights. Ownership of fractions of shares shall entitle the shareholder to a proportional rights in such shares. All shares are without par value; they are fully paid-in, freely transferable, and possess no preferential or pre-emption rights.

2. In order to facilitate the transfer of shares, application shall be made for authorization to hold the shares in a collective custody account.

3. All notifications and announcements on the part of the Investment Company may be sent to the shareholders at the address recorded in the share register. In the event that a shareholder fails to provide such an address, the Board of Directors may resolve that a mention to that effect be recorded in the share register. In such case, the shareholder's address shall be considered as that of the registered office of the Investment Company until such time as the shareholder informs the Investment Company of another address. The shareholder may at any time correct the address recorded in the share register by notification in writing to the register and transfer agent at its registered office or to an address designated by the Board of Directors.

4. The Board of Directors shall be authorized to issue at any time an unlimited number of fully paid-in shares without granting the existing shareholders any preemptive rights for the subscription of the new shares to be issued.

5. All shares in a sub-fund shall, as a general rule, have the same rights, subject to resolution by the Board of Directors to issue different classes of shares within a sub-fund, pursuant to the ensuing sub-sections of this article.

6. The Board of Directors may from time to time resolve to issue separate categories of shares within each sub-fund ("Categories"). The Categories may be distinguished from each other by their features and rights, by the way in which their earnings are employed, by their fee structure, or by other specific features and rights. All shares are equally entitled, from their date of issue, to a share in the earnings, share price appreciation, and liquidation proceedings of their respective Category. Where Categories are created for a given sub-fund, this shall be mentioned, together with a description of the specific features or rights in the appropriate appendix to the Offering Document. The Board of Directors may, at its own discretion, in conformity with such procedures as the Board of Directors may from time to time determine, resolve upon changes to the characteristics of a Category as described in the Offering Document.

7. Shares of a given Category may be subject, at any time, by resolution of the Board of Directors, to compulsory redemption at the Redemption Price on the redemption date at which the resolution is to take effect (with due regard

for the actual sale value and investment costs). Compulsory redemption may be resolved upon, in particular, in the following instances:

- where the net assets of the Category on a given Valuation Day fall below the level considered the minimum amount required for managing the Category in a financially reasonable manner.
- insofar as due to a substantial change in the economic or political environment, or for reasons of financial profitability, it no longer appears financially reasonable to manage the Category.

The resolution by the Board of Directors is to be published as an announcement to the shareholders in conformity with the provisions governing the publication of such announcements.

Subject to contrary resolution by the Board of Directors, the Investment Company, as of the date of the vote on the compulsory redemption resolution and until execution of the redemption resolution, shall not issue, redeem or convert any further shares.

8. Recovery Share Categories

From time to time, a sub-fund may hold investments which the Board of Directors is, during a certain time period, unable to value with any reasonable degree of certainty (each, a “Separated Investment”). Where third-party values are not available for a particular investment or otherwise for ease of administration, the Board of Directors may from time to time, but shall not be required to, establish or designate special categories of shares for the relevant sub-fund, separately for each existing Category and in the same currency as the Category, to account for Separated Investments beginning at the time such investments become Separated Investments, as determined by the Board of Directors on behalf of the sub-fund, as far as the Board of Directors deems that being in the interest of the shareholders (each, a “Recovery Share Category”). Such interest is generally assumed in the case of investments which have been affected or are deemed to have been affected by the Board of Directors due to the occurrence of an insured event (the “Trigger Event”) but where the exact impact on the value of such investments cannot, as at a Valuation Day, be determined with sufficient accuracy, so as to protect existing investors and any new investors. Through the Separated Investment the Board of Directors seeks to avoid (to the extent reasonably possible) that certain investors could be affected by an NAV adjustment which may be required once a fair price has been determined for the relevant Separated Investment. It is the Board of Directors’ professional opinion that this could not be achieved using reasonable efforts without creating Separated Investments. The Board of Directors intends to create Separated Investments only under exceptional circumstances such as the occurrence of a Trigger Event, to which a substantial part of the relevant sub-fund’s assets is exposed. Separated Investments are intended as a temporary measure until the affected investment can be valued fairly.

The establishment of each Recovery Share Category is subject to the prior approval by the CSSF.

Shareholders at the time the Separated Investment is so declared will automatically receive one share of the created Recovery Share Category for every share they hold of an existing Category within the relevant sub-fund.

Increases or decreases in the value of a particular Separated Investment will be separately accounted for in the Recovery Share Category established for the Separated Investment. During the term of the Separated Investment, the Board of Directors will, in good faith, assign an arbitrary value to the Separated Investment which it believes is reasonable considering the current status of the Separated Investment at the time of valuation and other factors deemed relevant by the Board of Directors.

Upon the disposition of a Separated Investment or the re-characterisation of a particular Separated Investment as a non-Separated Investment (e.g. when the Separated Investment is capable of fair valuation using the Company’s valuation guidelines described below), the sub-fund will close the Recovery Share Category and offer shareholders the choice between a compulsory redemption or an equivalent conversion into shares of the Category of the sub-fund which was originally concerned by the establishment of the Recovery Share Category.

Recovery Share Categories are non-redeemable by shareholders.

Art. 13. Calculation of net asset value per share.

1. The net assets of the Investment Company are denominated in US dollars (USD) (the “Reference Currency”).
2. The net assets of a given sub-fund are denominated in the sub-fund reference currency named in the respective appendix to the Offering Document.
3. The value of a share (“NAV per Share”) is denominated in the sub-fund reference currency named in the respective appendix to the Offering Document, or in the currency of the respective Category of a sub-fund where it is other than the sub-fund reference currency.
4. The net asset value per share shall be calculated by the Investment Company, or by an appointee thereof, under the responsibility of the Board of Directors, for each Valuation Day. The Board of Directors may, for individual sub-funds, make other provision, whereby it shall be taken into account that the NAV per Share is to be calculated at least once each month.
5. For the calculation of the NAV per Share, the value of the assets belonging to a given sub-fund, less the liabilities of the respective sub-fund or Category (the “Sub-Fund Net Assets” or “Category Net Assets”), shall be determined for each Valuation Day of the sub-fund in question and divided by the number of shares in that sub-fund or in that Category in circulation as of the Valuation Day.

6. The respective Sub-Fund Net Assets shall be calculated according to the following rules:

a) Securities held by the Investment Company (including shares or units in closed-end undertakings for collective investments (the “UCI”)) which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available published stock exchange closing price and where appropriate the bid market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities.

b) The valuation of securities not quoted or dealt on a stock exchange or another organised market and of securities which are so quoted or dealt but in respect of which no price quotation is available or the price quoted is not representative of the securities’ fair market value, shall be determined prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices.

c) The valuation of a security denominated in a currency other than the reference currency of the relevant sub-fund is determined in that currency and converted into the reference currency at the foreign exchange rate on the relevant valuation date as defined by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent of the Investment Company (the “Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent”).

d) Money market instruments and cash will be valued at face value to which shall be added interest accrued.

e) Shares or units in UCI will be valued at the actual net asset value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, or if no such actual net asset value is available they shall be valued at the estimated net asset value as of such Valuation Day, or if no such estimated net asset value is available they shall be valued at the last available actual or estimated net asset value which is calculated prior to such Valuation Day whichever is the closer to such Valuation Day, provided that if events have occurred which may have resulted in a material change in the net asset value of such shares or units since the date on which such actual or estimated net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change. In respect of shares or units held by the Investment Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board of Directors may decide to value such shares or units in line with the realisation prices so established. If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other UCI since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board of Directors, such change of value. The Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent and the Board of Directors may rely solely on the valuations provided by UCI with respect to the investment such UCI have made. Valuations provided by UCI may be subject to adjustments made by such UCI subsequent to the determination of the net asset value of a sub-fund. Such adjustments, whether increasing or decreasing the net asset value of a sub-fund, will not affect the amount of the redemption proceeds received by redeeming shareholders. As a result, to the extent that such subsequently adjusted valuations from UCI adversely affect the net asset value of a sub-fund, the remaining outstanding shares of such sub-fund will be adversely affected by redemptions. Conversely, any increases in the net asset value of a sub-fund resulting from such subsequently adjusted valuations will be entirely for the benefit of the remaining outstanding shares of such sub-fund.

f) All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

The net assets of each sub-fund shall be reduced by the amount of any dividends that may on occasion be paid out to the shareholders of the sub-fund in question.

The amount resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of the respective sub-fund at the prevailing mid-market rate. In executing the conversion, currency transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration.

Where a valuation in keeping with the above rules is rendered impossible or incorrect, due to special or altered circumstances, the Board of Directors of the Investment Company shall be authorized to adopt other generally recognized valuation rules verifiable by audit, in order to arrive at a correct valuation of the sub-fund’s assets.

The valuation of such assets as may be valued only with difficulty (among which are counted, in particular, such shareholding interests as are not listed on a secondary marketplace with regulated price-setting mechanisms) shall be carried out on a regular basis in accordance with verifiable and transparent criteria. The Board of Directors and the auditor shall exercise oversight over the verifiability and transparency of the valuation methods and their application.

The net asset value of a share shall be rounded up or down, as the case may be, to the next smallest standard currency unit of the reference currency then in use, unless otherwise determined in the appendix concerning the respective sub-fund.

The net asset value of one or more sub-funds may also be converted at the mid-market rate into other currencies, in the event that the Board of Directors of the Investment Company resolves to book issues or, as the case may be, redemptions, in one or more other currencies. In the event that the Board of Directors designates such currencies, the net asset value of the respective shares shall be rounded up or down to the next smallest standard currency unit in those currencies.

7. The calculation of NAV per Share shall be made in keeping with the above-named criteria for each sub-fund independently. However, where Categories have been created within a sub-fund, the resultant calculation of NAV per Share

within the sub-fund in question shall be made in keeping with the above-named criteria on a separate basis. The listing and categorization of assets shall be made in all cases per sub-fund.

Art. 14. Suspension of calculation of net asset value per share.

1. The Investment Company shall be authorized to temporarily suspend calculation of the NAV per Share, in the event that, and for such time as, circumstances prevail that render such suspension necessary, and where said suspension is justified in consideration of the interests of the shareholders, in particular:

a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Investment Company from time to time are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) any period when the net asset value of one or more UCI, in which the Investment Company will have invested and the units or the shares of which constitute a significant part of the assets of the Investment Company, cannot be determined accurately so as to reflect their fair market value as at the Valuation Day (as defined for each sub-fund);

c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Investment Company would be impracticable;

d) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices on any market or stock exchange;

e) any period when the Investment Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange;

f) during any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors where a failure to do so might result in the Investment Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Investment Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

The temporary suspension of the calculation of the NAV per Share within one sub-fund does not give rise to a temporary suspension for other sub-funds not affected by the event in question.

2. Shareholders who have submitted a redemption request or conversion request shall be notified without delay of any suspension of the calculation of the NAV per Share and shall be informed without delay upon resumption of the calculation of the NAV per Share. During periods in which the calculation of the NAV per Share has been suspended, redemption requests and conversion requests shall not be executed.

3. Redemption requests and conversion requests shall, in the event of a suspension of the calculation of the NAV per Share, be subject to revocation by the shareholder up until such time as calculation of the NAV per Share has resumed.

Art. 15. Share issues.

1. Shares shall be issued on each Valuation Day at the issue price. The issue price is the NAV per Share, as defined in art. 13, no. 5, of these Articles, plus an issue premium, where applicable ("Issue Price"), the maximum of which is set forth for the respective sub-funds in the appropriate appendices to the Offering Document.

The Issue Price may be subject to an increase for fees or other charges in the respective country of distribution.

2. Subscription requests for the purchase of shares may be submitted to the Fund Management Company (if appointed), the Custodian and Paying Agent or the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent. It is the duty of the receiving agents to forward subscription requests to the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent without delay.

Properly completed subscription requests for the purchase of shares, received by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent on or before the date set out in the Offering Document, shall be executed at the Issue Price as of the Valuation Day. Properly completed subscription requests for the purchase of shares, received by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent after the date fixed in the Offering Document, shall be executed at the Issue Price of the following Valuation Day.

Where the subscription request is flawed or incomplete, the subscription request shall be deemed to have been received by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent at the date on which the properly completed subscription request is on hand.

The Issue Price is payable to the Custodian and Paying Agent in Luxembourg within a fixed period of time, as set forth in the Offering Document, which may not exceed five bank working days in Luxembourg ("Business Days") from the respective determination date. Subscription payments shall be made in the currency in which the shares in question are denominated, or, at the request of the investor and at the free discretion of the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent, in another convertible currency. Payments are to be made by bank transfer to the benefit of the bank accounts of the Investment Company.

The issuing of shares shall occur upon receipt of the subscription price by the Custodian and Paying Agent with correct value date. Notwithstanding the above provisions, the Investment Company may at its own discretion, choose to accept the subscription application only when payment has been received by the Custodian and Paying Agent. In the event that

payment is made in a currency other than that of the shares in question, the proceeds from conversion of the payment currency into the currency of the relevant Category, less fees and exchange commission, shall be applied towards purchase of the shares.

Requests for the subscription of shares in the respective sub-funds shall be accepted on behalf of the Investment Company by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent. In the event that the payment is deducted from the Investment Company's assets, due to a revocation, a non-payment on a debit order, or other reasons, the Investment Company shall recall the respective shares in the interest of the Investment Company.

3. Upon receipt of the Issue Price by the Custodian and Paying Agent, the shares shall be transferred, on behalf of the Investment Company, by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent, by crediting them to the depository designated by the subscriber.

4. Within the limits of the applicable provisions of the law of Luxembourg, the Investment Company may issue shares against delivery of transferable securities, in which case the value of the securities delivered shall, in particular, be determined by an independent auditor.

Art. 16. Restriction and suspension of share issues.

1. The Investment Company may at any time, at its own discretion, without statement of grounds, refuse a subscription request or temporarily restrict, suspend or permanently discontinue the issuing of shares, or unilaterally redeem shares against payment of the Redemption Price as defined below, where, in the interest of the shareholders, in the public interest, for the protection of the Investment Company or of the respective sub-fund or of the shareholders, this appears necessary.

2. In such case, the Custodian and Paying Agent shall refund without interest any incoming payments for subscription requests not yet executed without delay.

3. The issuing of shares shall be temporarily suspended, in particular, where calculation of the net asset value per share has been suspended.

Art. 17. Redemption and conversion of shares.

1. Shareholders shall be entitled to request at any time the redemption of their shares at the NAV per Share so determined pursuant to article 13 no. 5 of these Articles, subject to deduction of any redemption fees, where applicable ("Redemption Price"). Such redemption shall be executed on each Valuation Day as defined in the appropriate appendix to the Offering Document for the respective sub-fund. Where a redemption fee is charged, the maximum amount thereof for the respective sub-fund is set forth in the relevant appendix to the Offering Document.

The Redemption Price is subject to reduction in certain countries in the amount of taxes and other charges there accruing. Upon payment of the Redemption Price, the respective share is cancelled.

2. Payment of the Redemption Price, as well as of any other payments to shareholders shall be effected through the Custodian and Paying Agent. The Custodian and Paying Agent shall be obligated to effect payments only insofar no legal provisions, such as foreign currency restrictions or other circumstances beyond the Custodian and Paying Agent's control, prohibit the transfer of payment of the Redemption Price into the country of the requesting shareholder.

The Investment Company may unilaterally redeem shares, against payment of the Redemption Price, insofar as, in the interest of the totality of the shareholders or for the protection of the shareholders or of a sub-fund, this appears necessary. In particular, the Investment Company shall be authorized to redeem all shares held by a shareholder, in the event that representations and warranties made in connection with the share purchase prove to be untrue or are no longer accurate, or the respective shareholder's position in a given Category has fallen below the minimum investment amount for that share class, as set forth in the respective appendix for the sub-fund in question, or where the respective shareholder fails to satisfy other admission criteria for the Category in question. The Investment Company may also under other circumstances proceed with the compulsory redemption of all shares held by a shareholder, where the Investment Company determines at its discretion that such compulsory redemption is of avail in preventing substantive legal, regulatory, pecuniary, tax, financial, proprietary, administrative or other prejudice to the Investment Company. This shall apply also in such cases, among others, where shares are held by shareholders not authorized to purchase or own those shares or who fail to comply with such duties as attach to the holding of those shares under the applicable legal provisions.

Where the execution of a redemption request would reduce the respective shareholder's holdings in a certain Category to an amount below the minimum investment amount for that Category, as set forth in the respective appendix for the sub-fund in question, the Investment Company may without further notice to the shareholder proceed on that redemption request as if it were a request for the redemption of all shares held by the shareholder in the Category in question.

3. To the extent described in and permitted by the appendix for each sub-fund, the conversion of all shares or a part thereof into shares of another sub-fund shall be effected on the basis of the applicable NAV per Share of the sub-funds in question, subject to a conversion commission to the benefit of the distribution agent, the maximum amount of which for the respective sub-fund is set forth in the relevant appendix to the Offering Document. Where no conversion commission is charged, mention shall be made thereof for the respective sub-fund in the relevant appendix to the Offering Document.

Where different Categories are offered within a single sub-fund, the possibility of converting shares from one Category into shares of another Category within this sub-fund may be foreseen. In such case, a conversion commission to the

benefit of the distribution agent may be charged, the maximum amount of which for the respective sub-fund is set forth in the relevant appendix to the Offering Document. In the event that the conversion of shares in the sub-fund is excluded, or that no conversion commission is charged, mention shall be made thereof for the respective sub-fund in the relevant appendix to the Offering Document.

The Investment Company may at any time refuse a conversion request for the respective sub-fund where, in the interest of the Investment Company or of the sub-fund, or in the interest of the shareholders, this appears appropriate.

4. Properly completed redemption or conversion requests for redemptions or conversions may be submitted to the Fund Management Company (if appointed), the Custodian and Paying Agent or the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent. It is the duty of these receiving agents to forward redemption and conversion requests to the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent without delay.

A redemption or conversion request for the redemption or conversion of shares is properly completed where it states the name and address of the shareholder along with the number or the value of the shares to be redeemed or converted and the name of the sub-fund, and where it has been signed by the respective shareholder.

Properly completed redemption requests, or properly completed conversion requests, that have been received on or before the time set forth in the Offering Document, shall be settled at the Redemption Price of that Valuation Day. Properly completed redemption requests, or properly completed conversion requests, that have been received after the time fixed in the Offering Document, shall be settled at the Redemption Price of the following Valuation Day.

Determinant for the date of receipt of redemption or conversion requests is that of their receipt by the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent.

Payment of the Redemption Price shall be made within a time limit as determined in the Offering Document, which shall not exceed five Business Days following the determination date, in the respective reference currency of the sub-fund or Category. Payment shall be made to an account to be designated by the shareholder.

5. The Investment Company shall be authorized to temporarily suspend the redemption or conversion of shares due to a suspension of the calculation of the net asset value.

6. The Investment Company shall be authorized, subject to the prior approval of the Custodian and Paying Agent, in safeguarding the interests of the shareholders, to execute any substantial redemptions only on a pro rata basis to a limit as defined in the Offering Document and' defer the execution of the part of redemptions exceeding such limit to the next redemption date, as defined in the Offering Document. In such case, the redemption shall be effected to the then applicable Redemption Price.

7. The Investment Company may, in exceptional circumstances, offer a shareholder a redemption in kind i.e. the shareholder receives a portfolio of securities from the relevant Category of equivalent value to the appropriate cash redemption payment (the "Redemption in Kind"). In such circumstances, the investor must specifically consent to such Redemption in Kind. He may always request a cash redemption payment in the reference currency of the Category. Where the investor agrees to accept Redemption in Kind, he will, as far as possible, receive a representative selection of the Category's holdings pro rata to the number of shares redeemed and the Investment Company will take into account the best interest of the remaining shareholders. The value of the Redemption in Kind will be certified by the Investment Company's auditor drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law at the expense of the Investment Company.

V. General Meetings of shareholders

Art. 18. Rights of General Meetings. A duly convened General Meeting represents all shareholders in the Investment Company. It has the broadest powers to order or to ratify all acts of the Investment Company. Its resolutions are binding upon all shareholders, insofar as such resolutions are in conformity with the law of Luxembourg and these Articles, and, in particular, insofar as they do not infringe the rights of the separate meetings of shareholders in a given Category or in a given sub-fund.

Art. 19. Convocation.

1. The annual General Meeting shall be held, pursuant to the law of Luxembourg, in Luxembourg, at the Investment Company's registered office or at any other venue in the municipality in which the registered office is located, to be named in the convocation notice, on the fourth Thursday of the month of February of each year at 11:00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a Business Day, the annual General Meeting shall be held on the next Business Day.

The annual General Meeting may be held in another country in the event that the Board of Directors determines in its discretion that extraordinary circumstances so require. A decision by the Board of Directors to this effect is not subject to challenge.

2. The shareholders shall also gather when called to meeting by the Board of Directors in keeping with the requirements of a statutory provision. They may also meet upon a motion by shareholders representing no less than one tenth of the Investment Company's assets. The agenda shall be prepared by the Board of Directors, excepting in those cases in which the General Meeting is convened at the written motion of the shareholders; in such cases, the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

3. Extraordinary General Meetings may be held at such time and in such place as notified in the convocation notice for each respective extraordinary General Meeting.

4. The rules set forth in sections 2 and 3 above shall apply accordingly also for separate general meetings of one or more sub-funds or Categories.

Art. 20. Quorums and votes. General Meetings, as well as separate general meetings of the shareholders in one or more sub-funds or Categories, shall, unless otherwise stipulated in these present Articles, be conducted in keeping with the applicable statutory provisions.

As a general rule, all shareholders are entitled to attend the General Meetings. Each shareholder may also choose to be represented by a proxy, to be appointed by the shareholder in writing.

General meetings held for individual sub-funds or Categories, which may adopt resolutions with regard only to the respective sub-funds or Categories, may be attended only by those shareholders who hold shares in the sub-funds or Categories concerned.

Proxies appointments, the form of which may be determined by the Board of Directors, must be on file at the registered office no less than five days prior to the General Meeting.

All shareholders and proxies in attendance shall enter their names on the attendance list prepared by the Board of Directors prior to admission to the General Meeting.

The General Meeting shall decide on all matters foreseen in the Law of 10 August 1915 and in the Law of 13 February 2007, and this in the form, and with the quorums and majorities foreseen in the aforementioned laws. Unless otherwise provided by those laws or these present Articles, resolutions by duly convened General Meetings shall be carried by a simple majority of the present and voting shareholders.

Each share entitles the holder to one vote. Fractions of shares have no voting rights.

On questions concerning the Investment Company as a whole, the shareholders shall vote as a body. Separate votes, however, shall be held on issues that concern only one or more sub-funds or one or more Categories.

Art. 21. Chairman, vote counter, secretary.

1. The General Meeting meets under the chairmanship of the Chairman as defined below or, in his absence, under the chairmanship of a Chairman to be elected by the General Meeting.

2. The Chairman shall appoint a secretary, who need not perforce be a shareholder, and the General Meeting shall appoint, from among the shareholders and shareholder proxies in attendance and willing to accept such appointment, a vote counter.

3. The minutes of General Meetings shall be signed by the Chairman, the vote counter, and the secretary of the respective General Meetings, and by those shareholders who so request.

4. Copies and extracts, which are to be prepared by the Investment Company, shall be signed by the Chairman or by two members of the Board of Directors.

VI. Board of Directors

Art. 22. Composition.

1. The Board of Directors shall be composed of no less than three members, who shall be designated by the General Meeting and who need not be shareholders in the Investment Company.

2. The General Meeting shall determine the number of members of the Board of Directors and the length of their terms of office. A term of office may not exceed a period of six years. A member of the Board of Directors may be reelected.

3. Where a member of the Board of Directors leaves office prior to completion of his term, the remaining members of the Board of Directors may name an interim successor until the next General Meeting. The successor so appointed shall complete the term of office of his predecessor until the next General Meeting.

4. The members of the Board of Directors may be removed from office at any time by the General Meeting.

Art. 23. Authority. The Board of Directors shall be authorized to conduct all transactions and perform all acts that are necessary or expedient for the fulfillment of the company purpose. It shall be responsible for all of the Investment Company's affairs, insofar as they are not reserved, pursuant to the Law of 10 August 1915 or these Articles, to the General Meeting.

The Board of Directors may, at its own free discretion, also delegate its authority to a committee comprised of one or more persons, who need not be members of the Board of Directors.

All appointments of this nature may be revoked at any time by the Board of Directors.

The Board of Directors shall, in addition thereto, have the authority to distribute interim dividends.

Art. 24. Internal organization of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint a chairman from among its members (the "Chairman").

The Chairman shall chair the meetings of the Board of Directors; in his absence, the Board of Directors shall choose another member of the Board of Directors as Meeting Chairman.

The Chairman may appoint a secretary, who need not perform be a member of the Board of Directors and who shall draft the minutes of meetings of the Board of Directors and of General Meetings of the Shareholders (the "Secretary").

The Board of Directors shall be authorized to appoint the Fund Management Company, an Investment Manager, an investment advisor, and investment committees for the individual sub-funds, and to define their authority.

Art. 25. Fund Management Company. The Board of Directors may, under its own responsibility, entrust a fund management company with the management of assets, the administration and the distribution of shares in the Investment Company (the "Fund Management Company").

The Fund Management Company shall be responsible for the administration and executive management of the Investment Company. It shall be authorized to take all executive management and administrative measures and to exercise all rights attaching directly or indirectly to the assets of the Investment Company or to those of a sub-fund and, in particular, to delegate its tasks to qualified third parties, in whole or in part.

Where the Fund Management Company delegates the tasks of portfolio management to a third party, only such enterprises may be appointed as are licensed or registered for purposes of asset management and are subject to prudential supervision by a public authority.

The Fund Management Company shall perform its duties with the care of a paid agent.

The Fund Management Company may, in connection with the management of the assets of a given sub-fund, under its own responsibility and control, employ the services of an investment adviser or of an Investment Manager.

Investment decisions, the placement of orders, and the choice of brokers falls within the exclusive purview of the Fund Management Company, insofar as said Fund Management Company has not entrusted an Investment Manager with the management of the fund.

The Fund Management Company shall be authorized, without ceding its own responsibility and control, authorize third parties to place orders on its behalf.

The delegation of tasks shall not in any way be permitted to impair the effectiveness of the oversight exercised by the Fund Management Company.

In particular, the transfer of duties must not hinder the Fund Management Company from acting in the interests of the shareholders and ensuring that the Investment Company is managed in the best interests of the shareholders.

Art. 26. Investment Manager. It is the task of the Investment Manager, in particular, to assure the day-to-day implementation of the investment policy governing the respective sub-fund assets, and the conduct of the daily business of asset management, under the oversight, responsibility, and control of the Investment Company or, where applicable, of the Fund Management Company, and to perform other services connected therewith. These tasks shall be performed in observance of the underlying principles of the investment policy and of the investment restrictions of the respective sub-funds, as described in the Offering Document (with appendices) of the Investment Company and in these Articles, and in observance of the statutory investment restrictions.

The Investment Manager shall be in possession of a license to practice asset management and be subject to the prudential supervision of a public authority.

The Investment Manager shall be authorized to select intermediaries and brokers for the execution of transactions in the Investment Company's assets. Investment decisions and the placing of orders are incumbent upon the Investment Manager.

The Investment Manager shall be entitled, at its own expense and under its own responsibility, to consult with third parties, in particular, with different investment advisors or investment committees.

The Investment Manager shall be permitted, with the approval of the Investment Company or, where applicable, of the Fund Management Company, to contract out all or part of its tasks to third parties, the remuneration of whom shall be born in its entirety by the Investment Manager.

The Investment Manager shall bear all costs it may incur in connection with the services it provides for the Investment Company. Broker fees, transaction fees, and other business costs incurred in connection with the purchase and sale of assets shall be borne by the respective sub-funds.

Art. 27. Meetings of the Board of Directors.

1. Every member of the Board of Directors may vote on resolutions at every meeting of the Board of Directors duly convened, as set forth in Article 29, by appointing in writing, or by telex or facsimile, another member of the Board of Directors to act in his behalf in that regard. Every member of the Board of Directors may attend meetings of the Board of Directors by means of telephone conferences, video conferencing or other auditory or visual means of communication. Every member of the Board of Directors who attends a meeting of the Board of Directors by one of the above-mentioned means, shall be considered as being in personal attendance at the meeting.

2. A meeting of the Board of Directors conducted in the form of a teleconference or videoconference, or by any other auditory or visual means of communication shall be valid and binding in the same manner as a meeting at which the

members are physically present, provided that a quorum of the members of the Board of Directors are in attendance and that minutes of the meeting are prepared and are signed by the Chairman.

3. When meeting, the Board of Directors may validly deliberate and make resolutions only where no less than the majority of all of its members are in attendance or are represented at the meeting in question. Resolutions shall be carried by a majority of the votes of those members of the Board of Directors i) in attendance, ii) represented by another person or iii) submitted in writing or by telex, telefax or by other electronic means of communication where such members of the Board of Directors who are neither in personal attendance nor represented.

4. In the event that the votes at a meeting are divided equally in favour and against a given resolution, the Chairman shall have the casting vote.

5. Resolutions by correspondence, where signed by all members of the Board of Directors, shall have the same validity as resolutions voted upon at meetings duly convened and conducted. The requisite signatures may be affixed to a single document, or to a number of copies of the same resolution, and may be evidenced by letter of by facsimile. Such resolutions shall become effective as of the date indicated on the resolution. Where no specific date is mentioned, the resolution by correspondence shall enter into effect as of the date on which the last signature of a member of the Board of Directors was affixed thereto.

6. Resolutions taken by other electronic means, such as by e-mail or telex, shall be formalized by means of a subsequent resolution by correspondence. Such resolution shall enter into effect as of the date on which the last favourable vote by electronic means was received by the Investment Company. The subsequent endorsements received from all members of the Board shall constitute an annex integral to the respective resolution, taken by correspondence, concerning the prior resolution voted by electronic means.

7. Resolutions by correspondence may be adopted only by unanimous vote of all members of the Board of Directors.

8. The Board of Directors shall be authorized to delegate its day-to-day administrative authority and duties to legal or natural persons, who need not be members of the Board of Directors.

Art. 28. Minutes. The resolutions of the Board of Directors shall be recorded in minutes to be signed by the Chairman and by the Secretary.

Copies and extracts from said minutes shall be signed by the Chairman of the Board or by two members of the Board of Directors.

Art. 29. Frequency and convocation. The Board of Directors shall meet at the convocation of the Chairman or of two members of the Board, at the place indicated on the invitation, as often as demanded by the interests of the Investment Company, but in no less than once each year.

Invitations to meetings of the Board of Directors shall be issued in writing, or by telex, facsimile or other electronic means of communication, to all members of the Board of Directors no less than twenty-four hours before the day of the meeting in question. At that meeting, no agenda items other than those indicated on the invitation may be taken up. Any act by the Board of Directors not mentioned in the invitation shall be deemed invalid. The invitation requirement may be waived, provided that such waiver is granted by all members of the Board of Directors in writing, or by telex, facsimile, or other electronic means of communication. By their personal attendance, or by the attendance of their representatives, at the meeting in question, the members of the Board of Directors express their consent to such waiver. Specific invitations for individual meetings are not required where such meetings are held according to a time schedule previously approved by resolution of the Board of Directors, at the scheduled times and at the designated places.

Art. 30. Signing authority. The Investment Company shall be legally bound by the joint signature of two members of the Board of Directors. The Board of Directors may authorize one or several member(s) of the Board of Directors to represent the Investment Company by his sole signature. In addition, the Board of Directors may authorize other legal or natural persons to legally represent the Investment Company either by sole signature or jointly with a member of the Board of Directors or with another legal or natural person so authorized by the Board of Directors.

Art. 31. Conflicts of interest. No agreement, settlement or other legal transaction concluded by the Investment Company with other companies shall be impaired or invalidated by virtue of the fact that one or more of the members of the Board of Directors, of the directors and officers, managers or agents of the Investment Company have any interests or holdings in any other company, or by the fact that they are members of the Board of Directors, partners, directors or officers, managers, agents, or employees of the other company.

Such member of the Board of the Board of Directors, executive officer, executive manager, or agent of the Investment Company as serves simultaneously as a member of the Board of Directors, executive officer, manager, agent, or employee of another company with which the Investment Company has concluded an agreement, or with which it is otherwise connected by a business relationship, shall not by reason thereof forfeit the right to deliberate, vote or act with regard to matters relating to such agreement or such business relationship.

Where, however, a member of the Board of Directors, executive officer, or agent, has a personal interest in any of the Investment Company's affairs, it shall be incumbent upon that member of the Board of Directors, executive officer, or agent of the Investment Company to inform the Board of Directors of that personal interest and he shall participate neither in the deliberations nor in votes concerning such affairs. A report on the matter and on the personal interest of

the member of the Board of Directors, of the executive officer, or of the agent, shall be presented at the next General Meeting.

The term “personal interest”, as employed in the foregoing paragraph, shall not apply to any relationship, or any interest, that arises solely from the fact that a given legal transaction is concluded by the Investment Company, on the one hand, with the Investment Manager, the Administrative, Registrar, Transfer and Domiciliary Agent, or the distribution agent or agents (or with another company directly or indirectly affiliated therewith), or with any other company designated by the Investment Company, on the other hand.

The above provisions shall not apply in cases in which the Custodian and Paying Agent is a party to such an agreement, settlement, or other legal transaction.

Art. 32. Indemnity. The Investment Company undertakes to indemnify each of the members of the Board of Directors, directors and officers, managers or agents, their heirs, executors, and administrators, against all suits, claims and liabilities of any kind, on condition that the persons concerned have duly performed their duties, and to compensate such persons for all costs, outlays, and obligations arising out of such suits, proceedings, claims and liabilities.

The right to compensation shall not preclude other entitlements on the part of the member of the Board of Directors, executive officer, manager or agent.

VII. Auditors

Art. 33. Auditors. The task of verifying the Investment Company’s Annual Reports shall be assigned to an audit company or to one or more auditors licensed in the Grand Duchy of Luxembourg and to be appointed by the General Meeting of the Shareholders.

The auditor or auditors shall be appointed for a term of up to six years and may be dismissed at any time by the General Meeting. The auditor or auditors may be reappointed.

VIII. Miscellaneous and Final Provisions

Art. 34. Appropriation of earnings.

1. Subject to the annex of the relevant sub-fund, the Board of Directors may distribute the earned income of a sub-fund as a dividend to the shareholders or retain such earnings in the sub-fund in question (accumulation). A mention in this regard as concerns each sub-fund shall be found in the respective appendix to the Offering Document.

2. The distribution may include ordinary earnings from interest and/or dividends, as well as other ordinary earnings less costs (net ordinary earnings) as well as net realized capital gains. This shall also apply with regard to proceeds from the sale of subscription rights and/or other net earnings of a non-recurring nature.

In addition, distribution may also be made of unrealized capital gains and of other assets, on condition that, following distribution, the net assets of the Investment Company do not fall below the minimum limit pursuant to article 11 of these Articles.

3. The Board of Directors shall be authorized, within the limits of the law and the provisions of these Articles, to decide upon the distribution of interim dividends for dividend-bearing shares.

4. Subject to the annex of the relevant sub-fund, dividends shall be paid on shares that have been issued as of the distribution date. The distribution of dividends may be executed, in whole or in part, in the form of scrip issues. Any remaining fractions may be paid out in cash. Earnings not claimed within five years from the date of publication of a dividend announcement shall be forfeited in favour of the respective sub-fund and, where Categories have been created, in favour of the respective Category. No interest shall be paid on declared dividends beginning from the time at which they become payable.

5. Dividend payments are effected in the same manner as the payment of the Redemption Price.

6. Dividends that have been announced but not paid may no longer be claimed by the holder of such shares after the expiration of a period of five years from the payment announcement and shall be forfeited in favour of the respective sub-fund of the Investment Company and, where Categories have been created, in favour of the respective Category. No interest shall be paid on declared dividends beginning from the time at which they become payable.

Art. 35. Reports. The Board of Directors shall prepare for the Investment Company an audited annual report, as well as a semi-annual report, in keeping with the statutory provisions of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 36. Fiscal year. The Investment Company’s fiscal year shall begin on 1 October and end on 30 September of the following year.

Art. 37. Custodian and Paying Agent.

1. The Investment Company has appointed as Custodian and Paying Agent a bank domiciled in the Grand Duchy of Luxembourg. The function of the Custodian and Paying Agent is defined in accordance with the Law of 13 February 2007, the Custodian and Paying Agent Services Agreement, these Articles, and the Offering Document (with appendices).

2. The Investment Company shall have the authority and the duty to assert in its own name claims of the shareholders against the Custodian and Paying Agent. This shall not preclude the assertion of claims against the Custodian and Paying Agent by the shareholders.

Art. 38. Amendments to the Articles of Association. These Articles may be amended or enlarged at any time by resolution of the shareholders, subject to compliance with the requirements regarding voting quorums and majorities, as foreseen in the Law of 10 August 1915.

Art. 39. Miscellaneous. For all matters for which these Articles contain no stipulation, reference shall be made to the Law of 10 August 1915 and to the Law of 13 February 2007.

Transitional Provisions

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation of the Investment Company and shall end on 30 September 2013.

The first General Meeting of the Shareholders shall be held in the year 2014.

Subscription and Payment

The initial capital of the Investment Company, in the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand), divided into 31 (thirty-one) shares without par value, were subscribed as follows:

- LGT Global Invest Limited, aforementioned: thirty-one 31
TOTAL: Thirty-one shares

All shares were paid up in full, in cash, so that the sum of EUR 31,000 (thirty-one thousand) is at the disposal of the Company, as has been documented to the satisfaction of the undersigned notary.

Acknowledgement

The undersigned notary hereby acknowledges that he has taken cognizance of the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 10 August 1915, and expressly confirms that these have been satisfied.

Costs

The costs of incorporation, which shall be invoiced to the Investment Company, are in the amount of approximately EUR 4,000.-.

Resolutions of the sole member

The above-named person, who represents the entirety of the subscribed capital, has forthwith taken the following resolutions:

1) As Members of the Board of Directors of the Investment Company have been elected:

Patrick Knöfler, born 13 April 1975, in Varel (Germany), Head of Legal & Product Management, Schützenstrasse 6, CH-8808 Pfäffikon (SZ), Switzerland

Brigitte Arnold, born 17 November 1969, in Triesen, Head Tax/Products, Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein

Roger Gauch, born 26 July 1966, in Thusis, Chief Operating Officer, Schützenstrasse 6, CH-8808 Pfäffikon (SZ), Switzerland

Their term of office shall come to an end at the date of the General Meeting in 2014.

2) As the auditor of the Investment Company has been appointed:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg (RCS Luxembourg B 47.205).

Its term of appointment shall come to an end at the date of the General Meeting in 2014.

3) The registered office of the Investment Company is situated at: 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated above.

And upon the reading and clarification of all that precedes to the parties appearing, the same, together with the notary, have signed the present instrument.

Signé: H. SCHWABE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 13 mars 2013. Relation: LAC/2013/11711. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013037006/731.

(130045739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

Nordic Finance Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 18.389.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avr. 2013 à 18:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042466/1267/15.

Piramid Investment Solutions S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 116.944.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042468/1267/16.

RBS Market Access, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.567.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of RBS MARKET ACCESS ("the Fund") will be held at the premises of RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette on April 18, 2013 at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. To resolve on the approval of:
 - a. the Management Report,
 - b. the report of the independent auditor of the SICAV.
2. To resolve on the approval of the statement of net assets and the statement of changes in net assets for the year ended December 31, 2012 and on the approval of the allocation of the net results.
3. To resolve on the discharge of the directors of the SICAV with respect to the performance of their duties during the year ended December, 31, 2012.
4. To resolve on the reelection of the directors of the SICAV to serve until the next annual general meeting of the shareholders of the SICAV.
5. To resolve on the reelection of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as the independent auditor of the SICAV to serve until the next annual general meeting of the shareholders of the SICAV.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the annual general meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented and voting at the meeting.

For organizational reasons, those shareholders who hold bearer shares and who wish to attend the annual general meeting in person are requested to block their shares at the depositary 5 clear days prior to the meeting and to provide the registered office of the Fund with the related certificate, stating that these shares remain blocked until the end of the annual general meeting.

Shareholders who cannot be personally present at the meeting and want to be represented are requested to sign and date the proxy form available at the registered office of the Fund at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, and return it at the same address, at least 3 days before the meeting, to the attention of Mrs. Maud Bottger.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013042471/755/33.

Tuscani S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 119.507.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 26 avril 2013 à 16:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042473/1267/16.

V.H.K. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 50.163.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu jeudi 25 avril 2013 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042474/1267/15.

Sylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 104.290.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu lundi 22 avril 2013 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2012.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013042472/1267/15.

Argenta Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.912.

Le conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») de la Sicav Argenta Fund of Funds (ci-après dénommée le «Fonds») a le plaisir d'inviter les actionnaires et les administrateurs ainsi que le réviseur d'entreprises agréé du Fonds à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 avril 2013 à 10.00 heures au siège social du Fonds.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Fonds (l'«Assemblée») est le suivant:

Ordre du jour:

1. Communication et discussion du rapport annuel du Conseil d'Administration (le «Rapport De Gestion») concernant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012;
2. Communication et discussion du rapport annuel du réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012;
3. Communication et approbation des comptes annuels du Fonds pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012 et affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration;
4. Décharge et nomination des administrateurs et administrateurs-délégués;
5. Nomination du réviseur d'entreprises agréé et fixation de sa rémunération;
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs actions au plus tard le 09 avril 2013 au siège social d'Argenta Banque d'Epargne S.A. (Argenta Spaarbank nv) à B-2018 Antwerpen, Belgique 49-53 (qui assure le service financier en Belgique) ou au siège social d'Argentabank Luxembourg S.A. à L-1724 Luxembourg, 27, Boulevard du Prince Henri.

Les actionnaires peuvent obtenir la version française des statuts et du rapport annuel, ainsi que les versions françaises et néerlandaises du prospectus du Fonds et du KIID gratuitement auprès des adresses mentionnées ci-dessus.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033952/28.

Global Competence, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 133.038.

Gemäß Art. 12 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum 10. April 2013 um 17.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013039034/1999/24.

Argenta Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 26.881.

Le conseil d'administration (le «Conseil d'Administration») de la Sicav Argenta-Fund (ci-après dénommée le «Fonds») a le plaisir d'inviter les actionnaires et les administrateurs ainsi que le réviseur d'entreprises agréé du Fonds à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 avril 2013* à 14.00 heures au siège social du Fonds.

L'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Fonds (l'«Assemblée») est le suivant:

Ordre du jour:

1. Communication et discussion du rapport annuel du conseil d'administration du Fonds (le «Rapport De Gestion») concernant l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012;
2. Communication et discussion du rapport annuel du réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012;
3. Communication et approbation des comptes annuels du Fonds pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 2012 et affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration;
4. Décharge et nomination d'administrateurs et d'administrateurs-délégués;
5. Nomination du réviseur d'entreprises agréé et fixation de sa rémunération;
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée, les actionnaires doivent déposer leurs actions au plus tard le 09 avril 2013 au siège social d'Argenta Banque d'Epargne S.A. (Argenta Spaarbank nv) à B-2018 Antwerpen, Belgique 49-53 (qui assure le service financier en Belgique) ou au siège social d'Argentabank Luxembourg S.A. à L-1724 Luxembourg, 27, Boulevard du Prince Henri.

Les actionnaires peuvent obtenir la version française des statuts et du rapport annuel, ainsi que les versions françaises et néerlandaises du prospectus du Fonds et du KIID gratuitement auprès des adresses mentionnées ci-dessus.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013033953/28.

Ernst & Young International Pension Scheme, Société d'Epargne-Pension à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

R.C.S. Luxembourg B 92.212.

Notice is hereby given to the shareholders of Ernst & Young International Pension Scheme Sepcav that the

ANNUAL GENERAL MEETING

will be held at the offices of Ernst & Young Luxembourg Société Anonyme, 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, on *11th April 2013* at 11.00, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the annual accounts for the financial year ended 31st December, 2012
2. Report of the Board of Directors
3. Report of the Asset Manager
4. Report of the Independent Auditor concerning the annual accounts for the financial year ended 31st December, 2012
5. Approval of the Annual Accounts
6. Discharge to the Directors
7. Election and appointment of Directors
8. Appointment of the Independent Auditor
9. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the items on the agenda is required and that the majority of the shares present or represented will take the decisions.

Each share is entitled to one vote.

In order to vote at the annual general meeting, shareholders may be present in person or represented by a duly appointed proxy. Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed

proxy form to the address of the Sepcav for the attention of Mr Olivier Lemaire to arrive no later than the 5th April 2013.

Luxembourg, 14th March 2013.

By order of the Board of Directors .

Référence de publication: 2013036634/7509/29.

Innotecnis Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 411, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 46.447.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social au 411, rte de Longwy, L-1941 Luxembourg, le lundi 15 avril 2013 à 11.00 hrs avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes concernant les comptes annuels au 31.12.2012.
2. Approbation du bilan comptes de pertes et profits au 3.12.2012 et décision sur l'affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013034939/17.

Malouvag S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.124.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 11 avril 2013 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038448/833/19.

Amadeus Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 49.827.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 11 avril 2013 à 17.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 novembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,

5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013038438/833/18.

Trust Alliance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5231 Sandweiler, 69, rue d'Itzig.

R.C.S. Luxembourg B 168.736.

The shareholders of the company Trust Alliance Luxembourg S.A., having its registered office at 69, rue d'Itzig, L-5231 Sandweiler (the "Company"), are convened to the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders which will be held on *April 17, 2013* at 10 am at the registered office of the Company to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Decision to dissolve the Company and put the Company into voluntary liquidation;
2. Appointment of the liquidator and determination of his powers.

Sandweiler, on March 19, 2013.

Référence de publication: 2013037299/10184/15.

GEVAPAN INVEST Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 22.653.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *10/04/2013* à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2012
3. Affectation des résultats au 31/12/2012
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038445/18.

Sicav Euro Continents, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Epernay.

R.C.S. Luxembourg B 49.850.

Les actionnaires de Sicav Euro Continents sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le mardi *09 avril 2013* à 15 heures à l'hôtel Sofitel, 4, rue du Fort Niedergrünwald Quartier Européen Nord L-2015 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et Réviseur.
4. Nominations statutaires.
5. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039443/755/18.

PT Alternatives SICAV-FIS S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 175.651.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den siebenundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Maître Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen:

„TÜV SÜD Pension Trust e.V.“, ein eingetragener Verein deutschen Rechts mit Sitz in Westendstraße 199, 80686 München, Deutschland, hier vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in München (Deutschland), am 25. Februar 2013;

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer société anonyme in Form einer société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Titel I. Name, Gesellschaftssitz, Laufzeit, Geschäftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") mit dem Namen "PT ALTERNATIVES SICAV-FIS S.A..".

Art. 2. Geschäftssitz. Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt verlegt werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Aktionärsversammlung, welche unter den für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen entscheidet. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so wird der Beschluss zur Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg durch den Alleinaktionär getroffen.

Art. 3. Laufzeit. Vorbehaltlich Artikel 33 wird die Gesellschaft für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in Wertpapiere, in Zielfonds oder Dachfonds (die jeweils in alle Arten zulässiger Vermögenswerte investieren können), Immobilien oder andere zulässige Vermögenswerte, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (das "Gesetz vom 13. Februar 2007") zulässig ist.

Titel II. Kapital - Teilfonds - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, das sich aus der Addition der Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) und besteht aus 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6. Teilfonds, Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit einen oder mehrere Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes vom 13. Februar 2007, bilden, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens der Gesellschaft darstellen. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds ein spezifisches Anlageziel festsetzen sowie gegebenenfalls jedem Teilfonds eigene spezifische Anlagebeschränkungen bzw. spezifische Merkmale zuteilen.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Die Gesellschaft ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit dem Anlageziel des betreffenden Teilfonds gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden, unterscheiden.

Art. 7. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

(2) Alle von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung an die Gesellschaft, datiert und von dem Käufer und dem Veräußerer beziehungsweise von deren bevollmächtigten Personen unterzeichnet, und deren Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

(3) Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

(4) Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 12 frei übertragbar.

(5) Soweit und solange die Aktien voll eingezahlt sind, ist der Aktionär gemäß dieser Satzung zur Einlage oder sonstigen Zahlung darüber hinausgehenden Kapitals nicht verpflichtet.

(6) Die Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(7) Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

(8) Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilsmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 8. Ausgabe und Umtausch von Aktien.

(1) Aktien werden nur an Institutionelle Investoren im Sinne des Artikels 11 ausgegeben. Aktien dürfen nicht ausgegeben werden, wenn infolge der Ausgabe Aktien (i) von US-Personen, (ii) von mehr als 100 Investoren, (iii) von Nicht-Institutionellen Investoren, oder (iv) von natürlichen Personen gehalten würden. Im Übrigen ist der Verwaltungsrat berechtigt, eine unbegrenzte Zahl voll einbezahlter Aktien auszugeben. Der Fonds kann derzeit nur von einem einzigen Investor gezeichnet werden. Diese Regelung kann nicht ohne Zustimmung des einzigen Investors geändert werden.

(2) Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft gem. Artikel 14 ausgesetzt ist, keine Aktien dieser Teilfonds aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einen Antrag auf Zeichnung gestellt haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts des(r) betroffenen Teilfonds ausgegeben.

(3) Während der vom Verwaltungsrat für jeden Teilfonds festgelegten Erstemissionsphase oder am Erstausgabetag werden die Aktien der jeweiligen Teilfonds zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospekt veröffentlichten Preis ausgegeben. Nach Ablauf der Erstemissionsphase bzw. nach dem Erstausgabetag können die Aktien auch weiterhin zum Erstemissionspreis ausgegeben werden, solange (i) der betreffende Teilfonds nur einen Investor hat oder (ii) bei mehr als einem Investor in dem betreffenden Teilfonds, solange sich das Verhältnis der gehaltenen Aktien zwischen den Aktionären zueinander nicht verschiebt. Ist keine dieser Bedingungen erfüllt, werden die Aktien nach Ablauf der Erstemissionsphase bzw. nach dem Erstausgabetag an jedem Bewertungstag zum Nettoinventarwert je Aktie ausgegeben, der gemäß Artikel 13 am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils

festgelegten Grundsätzen berechnet wird. Der Ausgabepreis kann sich durch einen gegebenenfalls anfallenden Ausgabeaufschlag erhöhen. Von den Regelungen dieses Absatzes kann mit Einverständnis aller Aktionäre in einem Teilfonds abgewichen werden.

(4) Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden leitenden Angestellten der Gesellschaft oder andere Unternehmen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

(5) Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds spezifische Bestimmungen über die Zeichnung und Ausgabe von Aktien, insbesondere im Hinblick auf Zeichnungsvereinbarungen, Kapitalzusagen und Sanktionen gegen säumige Aktionäre im Private Placement Prospekt festlegen.

(6) Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Sacheinlagen ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

(7) Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien in einem Teilfonds und/oder Aktienklasse, falls vorhanden, in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umwandeln zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Teilfonds und/oder Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Aktien zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit sowie die Bedingungen und Beschränkungen im Private Placement Prospekt erwähnt werden.

(8) Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert je Aktie der zwei betreffenden Teilfonds/Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(9) Aktien, die in Aktien eines anderen Teilfonds/ einer anderen Aktienklasse umgewandelt worden sind, werden annulliert.

Art. 9. Säumige Aktionäre.

(1) Zahlt ein Aktionär innerhalb des Bindungszeitraums entgegen seiner Kapitalzusage bzw. Clawback-Verpflichtung nach Artikel 31 dieser Satzung nicht fristgerecht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die in der Zeichnungsvereinbarung (beziehungsweise im Register der Aktien) verzeichnete Anschrift frist- und formgerecht zugesandt wurde, kann der Verwaltungsrat den betreffenden Investor nach eigenem Ermessen zum säumigen Investor erklären, mit der Folge, dass:

(a) von dem säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an den Teilfonds in Höhe von 15 % seiner anteiligen säumigen Kapitalzusage gefordert wird; oder

(b) bei einheitlicher Zustimmung der nicht-säumigen Investoren eine abweichende, geringere als in (a) benannte Entschädigungszahlung von dem säumigen Investor gefordert wird bzw. der Verzicht einer Entschädigungszahlung gegenüber dem säumigen Investoren festgelegt wird; und

(c) Ausschüttungen an den säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle dem Teilfonds geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

In jedem Fall hat der säumige Investor jedoch zusätzlich die Kosten des Teilfonds aus der verspäteten Zahlung oder Nichtzahlung, wie beispielsweise Ersatz der angefallenen Refinanzierungskosten zu tragen.

(2) Daneben kann der Verwaltungsrat nach Konsultation des Anlageausschusses - soweit vorhanden - (in dem der eventuelle Vertreter des Investors, welcher zum säumigen Investor erklärt wurde, insoweit kein Stimmrecht hat) folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zwangsrücknahme der Aktien des säumigen Investors durch den Teilfonds gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden säumigen Investor, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung des Teilfonds ausgezahlt wird;

(b) Einräumung des Rechts an die nicht-säumigen Investoren des Teilfonds, die Aktien des säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der maßgeblichen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien zu kaufen;

(c) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des säumigen Investors; oder

(d) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den nicht-säumigen Investoren kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Investoren überschreiten darf).

Art. 10. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme.

(1) Der Verwaltungsrat bestimmt, ob und gegebenenfalls unter welchen Bedingungen für den jeweiligen Teilfonds die Rücknahme von Aktien auf Verlangen der Aktionäre möglich ist. Dies findet Erwähnung im Private Placement Prospekt auf Ebene des jeweiligen Teilfonds.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen nach Konsultation des Anlageausschusses - soweit vorhanden - den einseitigen Rückkauf von Aktien eines oder mehrerer Teilfonds beschließen. Der Entschluss zum Rückkauf ist für alle Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds bindend und wirkt sich proportional auf ihren jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Gesellschaft die eingetragenen Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Verfahren zur Berechnung des Rückkaufpreises. Der Rückkaufspreis wird am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt und basiert auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist.

(3) Sofern die Rücknahme von Aktien für einen Teilfonds erlaubt ist, gelten diesbezüglich nachfolgende Bestimmungen, falls der Verwaltungsrat nichts anderes verfügt:

a) Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei einer Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie des betreffenden Teilfonds zum nächsten Bewertungstag nach Erhalt des Rücknahmeantrages durch die Gesellschaft. Der Rückkaufspreis kann sich gegebenenfalls um einen vom Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospekt aufgeführten Rücknahmenabschlag vermindern.

b) Bei erheblichen Rücknahmeanträgen oder falls nicht genügend liquide Mittel vorhanden sind, kann die Gesellschaft den Rückkauf gegebenenfalls unter den im Private Placement Prospekt aufgeführten Bedingungen verzögern.

c) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 14 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

d) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

e) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb einer Frist, welche für jeden Teilfonds im Private Placement Prospekt aufgeführt ist, gezahlt; eine Sachauskehrung ist ausgeschlossen.

Art. 11. Beschränkungen des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrates der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte. Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken, und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-Institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-Institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. Nicht-Institutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-Institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff "US-Person" steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "US-Personen" definierten Personen zugeschrieben wird. Der Begriff "US-Person" schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff "Nicht-Institutioneller Investor", so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als "Institutionelle Investoren" im Sinne der in diesem Artikel aufgeführten Definition gelten können. Als "Institutionelle Investoren" im Sinne dieser Satzung gelten die folgenden Investorentypen:

a) Institutionelle Investoren *stricto sensu*, wie Banken und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, Versicherungen, Rückversicherungen, Sozialversicherungseinrichtungen, Pensionsfonds und Pension Trusts, Pensionskassen und Industrie-, Wirtschafts- und Finanzkonzerne, die jeweils in eigenem Namen Aktien zeichnen. Diese Institutionellen Investoren müssen jeweils Strukturen zur Verwaltung ihrer eigenen Vermögenswerte vorweisen.

b) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Institutioneller Investoren (wie unter Punkt a) definiert) tätigen.

c) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind und Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Nicht-Institutioneller Investoren über einen treuhänderischen Vermögensverwaltungsvertrag tätigen.

d) In Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren oder in Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, unabhängig davon, ob deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren, vorausgesetzt, dass diese Organismen für gemeinsame Anlagen keine Rückkäufe tätigen dürfen, bei denen der Rückkaufpreis mittels Sachwerten ausgezahlt werden kann.

e) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger mit Sitz in Luxemburg oder einem anderen Land, deren Anteilseigner Institutionelle Investoren nach Maßgabe der obigen Absätze sind.

f) Gebietskörperschaften (z.B. Regionen, Provinzen, Kantone, Kommunen, Städte), soweit sie eigene Mittel anlegen.

Die folgenden Investorentypen können unter Umständen als Institutionelle Investoren qualifizieren:

g) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet wurden, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, sie verfügen tatsächlich über wirtschaftliche Substanz und ordnungsgemäße Strukturen und Aktivitäten, indem sie bedeutende Finanzbeteiligungen halten.

h) Holdinggesellschaften in Form eines „Familienbetriebs“ oder Rechtsträger ähnlicher Art, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, eine Familie oder ein Zweig einer Familie hält bedeutende Finanzbeteiligungen an einer solchen Holdinggesellschaft.

Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Übertragung von Aktien.

(1) Die Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in den folgenden Absätzen dieses Artikels frei übertragbar, und die Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung der gesamten oder eines Teils der Beteiligung. Verfügt ein deutsches Versicherungsunternehmen über Aktien oder Kapitalzusagen, so ist jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch das deutsche Versicherungsunternehmen nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung des deutschen Versicherungsunternehmens und des Erwerbers). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für das deutsche Versicherungsunternehmen auf den Erwerber über. Ein deutsches Versicherungsunternehmen im Sinne dieses Artikels 12(1) ist ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine deutsche Pensionskasse, ein deutsches Versorgungswerk sowie jeder andere deutsche Rechtsträger, der hinsichtlich seiner Vermögensanlage den Grundsätzen des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes und der Anlageverordnung oder ähnlichen gesetzlichen Anforderungen unterliegt oder sich diesen Regeln freiwillig unterworfen hat.

(2) Über Aktien kann nicht wirksam verfügt werden, wenn infolge der Verfügung Aktien (i) von US-Personen (ii) von mehr als 100 Investoren, (iii) von Nicht-Institutionellen-Investoren oder (iv) von natürlichen Personen gehalten werden würden.

(3) Soweit und so lange Aktien zum Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens, einer deutschen Pensionskasse, eines deutschen Versorgungswerkes oder eines sonstigen Investors gehören, der gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes oder einer anderen Vorschrift gesetzlich zur Bestellung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich einer solchen Verpflichtung freiwillig unterwirft, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(4) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären desselben Teilfonds ein Vorkaufsrecht eingeräumt, sofern die Verfügung nicht zwischen verbundenen Unternehmen erfolgt. Vor jeder Verfügung gemäß dem in Absatz 5 näher beschriebenen Verfahren über Aktien hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten.

(5) Ein Aktionär (nachstehend "Verkaufender Aktionär" genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltene Aktien (nachstehend "Angebotene Aktien" genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend "Dritter" genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn (10) Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionären an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend "Vereinbarte Bedingungen" genannt), und das Angebot

steht über einen Zeitraum von zwanzig (20) Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend "Annahmezeitraum" genannt).

(a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, für den Fall, dass nicht alle anderen Aktionäre das Angebot vollständig annehmen.

(b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an diejenigen Aktionäre verkauft, die gemäß Buchstabe (a) ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen, und zwar im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

(c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf (5) Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen.

Solange ein Aktionär noch ausstehende Verpflichtungen gemäß seiner Zeichnungsvereinbarung zu erfüllen hat, können Verkauf, Abtretung oder Übertragung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern der jeweilige Übertragungsempfänger oder Zessionar sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen der Zeichnungsvereinbarung einzuhalten, beispielsweise indem er eine Beitrittsurkunde ausfertigt oder eine eigene Zeichnungsvereinbarung unterzeichnet.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds wird in der jeweiligen Teilfondswährung, welche der Verwaltungsrat festlegt, ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrates auf den nächsten vollen Betrag auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von dem entsprechenden Teilfonds gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. der Teilfonds können bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft bzw. des Teilfonds eingetragenem Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen oder börsennotierten Wertpapieren;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktinstrumenten;
- e) von der Gesellschaft bzw. den Teilfonds gehaltenen Zielfondsanteilen und sonstigen Investmentanteilen;
- f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft bzw. den Teilfonds befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(3) Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

- a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zu dem von den Immobiliensachverständigen ermittelten Wert und, sofern der Verwaltungsrat dies bestimmt, auf konsolidierter Konzernbasis bewertet.
- b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben.
- c) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.
- d) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein „Geregelter Markt“), werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet.

e) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Regierten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres geschätzten Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben sorgfältig ermittelt wird.

f) Zielfonds- bzw. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet. Falls für Zielfonds bzw. Investmentanteile die Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden bzw. kein formal abgeschätzter Nettoinventarwert vorliegt oder nach Ermessen des Verwaltungsrates Grund zur Annahme besteht, dass der letzte verfügbare Nettoinventarwert nicht mehr marktgerecht ist, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben unter Anwendung von allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt. Sofern Fonds- bzw. Investmentanteile börsennotiert sind, wird der letzte bekannt gegebene Tageskurs zugrunde gelegt.

g) Falls nicht Gegenteiliges im Private Placement Prospekt festgelegt ist, werden Private Equity Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind oder die nicht an einem Regierten Markt gehandelt werden, mit deren Anschaffungskosten bewertet. Die Anschaffungskosten werden um Veränderungen, wie diese sich aus dem letzten am Bewertungstag des jeweiligen Teilfonds zur Verfügung stehenden Quartals-, Zwischen- oder Jahresabschlußbericht der Private Equity Anlagen ergeben oder wie sie von Seiten der Private Equity Manager genannt werden, fortgeschrieben. Soweit Anlagen durch Tochtergesellschaften erfolgen, kann zur Berechnung dieser Beteiligungen unmittelbar auf den Wert der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Schulden der Tochtergesellschaften abgestellt werden (Vollkonsolidierung), wenn der Verwaltungsrat dies bestimmt.

h) Optionsrechte und Terminkontrakte, die zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einem anderen organisierten Markt einbezogen sind, werden mit den jeweils zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börsen oder Märkte bewertet.

i) OTC-Derivate werden auf Basis einer von dem Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Grundsätze von Treu und Glauben und allgemein anerkannter, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarer Bewertungsmethoden bewertet.

j) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder, wenn solche Preise nicht erhältlich sind bzw. soweit diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in der jeweiligen Teilfondswährung ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in die jeweilige Teilfondswährung umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

Des Weiteren können für spezifische Teilfonds zusätzliche oder abweichende Bewertungsregeln vom Verwaltungsrat bestimmt werden. Diese werden, falls vorhanden, auf Ebene des jeweiligen Teilfonds im Private Placement Prospekt erwähnt.

Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(4) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);

b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank, Register- und Transferstelle und der Zentralverwaltung sowie Domizilierungsstelle);

d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds ausgewiesenen Ausschüttungen;

e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rückstellungen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rückstellung in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds ansieht;

f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. Teilfonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden. Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft

sämtliche von dieser bzw. von Teilfonds zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 23 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(5) Im Sinne dieses Artikel 13 gilt:

a) Aktien, welche gemäß Artikel 10 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermassen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.

b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der jeweilige Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des Teilfonds ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände des Teilfonds aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Regelmäßigen Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

e) Sich auf einen Teilfonds beziehende Nettovermögenswerte bezeichnen diejenigen Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, abzüglich der diesem Teilfonds zurechenbaren Verbindlichkeiten. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit von der Gesellschaft als einem Teilfonds nicht zurechenbar betrachtet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten, die sich auf die Gesellschaft als Ganzes beziehen oder anteilig allen betreffenden Teilfonds nach deren Netto-Teilfondsvermögen zugerechnet.

f) Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

g) Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie, welche vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie beauftragt hat, getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre der Gesellschaft bindend.

(6) Besonderheiten ergeben sich für die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie, wenn mehrere Aktienklassen eingerichtet worden sind:

a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt in diesem Fall gemäß den in diesem Artikel 13 aufgeführten Wertansätzen für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Wert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

Art. 14. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Aktien. Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt in der Frequenz, wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird und im Private Placement Prospekt auf Ebene der betroffenen Teilfonds festgelegt ist; der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwertes je Aktie eines oder mehrerer Teilfonds und die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser anderer Umstände die Veräußerung der im Eigentum des(r) jeweiligen Teilfonds befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrates die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht berechnet werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes (wie z.B. eines Zielfonds) des(r) jeweiligen Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit dem Kauf oder Verkauf von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage), oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die zeitweilige Einstellung der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

Die Gesellschaft informiert die betroffenen Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien des betroffenen Teilfonds gestellt haben, dementsprechend.

Titel III. Verwaltung und Überwachung

Art. 15. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens sechs Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, auf einer Aktionärsversammlung mit mindestens 75% der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit einfacher Mehrheit der Stimmen der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden. Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrates gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 16. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort. Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens zwei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Brief, Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 17. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der allgemeinen und teilfondspezifischen Anlagepolitik gemäß Artikel 20 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 18. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 19. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 20. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Verwaltungsrat hat umfassende Befugnisse, die Gesellschaft zu verwalten und zu führen. Er legt nach Konsultation mit dem jeweiligen Anlageausschuss -soweit vorhanden- für jeden Teilfonds die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Private Placement Prospekt festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen fest.

Sofern für den jeweiligen Teilfonds ein Anlageausschuss eingerichtet ist, kann der Verwaltungsrat nur nach Konsultation des Anlageausschusses die im Private Placement Prospekt für jeden Teilfonds festgelegte Anlagepolitik ändern oder

Ausnahmen hiervon zulassen, sofern dies nicht der Sicherungsvermögensfähigkeit einer Anlage in den jeweiligen Teilfonds entgegensteht.

Art. 21. Investmentberater, Investmentmanager. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere Investmentmanager mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen. Der Investmentmanager bestimmt, unter Aufsicht des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte der Teilfonds, für die er ernannt wurde. Der Investmentmanager muss die Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche im Private Placement Prospekt festgelegt sind) beachten.

Der Verwaltungsrat kann Investmentberater mit der Anlageberatung der Gesellschaft oder verschiedener Teilfonds betrauen. Anlageberatung beinhaltet die Auswertung und Empfehlung von passenden Anlageinstrumenten. Sie beinhaltet jedoch keine direkten Anlageentscheidungen.

Art. 22. Anlageausschuss. Die Gesellschaft kann für jeden Teilfonds einen Anlageausschuss bilden, der den Verwaltungsrat hinsichtlich der Anlagetätigkeit berät. Wird für einen Teilfonds ein Anlageausschuss eingerichtet, wird dies im Private Placement Prospekt dargestellt. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung und im Private Placement Prospekt festgelegten Anlageziele, Anlagewerte, Anlagegrenzen und Risikomischungsvorschriften zu beachten. Der Verwaltungsrat wird in folgenden Angelegenheiten den Anlageausschuss des jeweiligen Teilfonds konsultieren, sofern im Private Placement Prospekt vorgesehen:

(a) Änderung der Anlagepolitik, Anlagerichtlinien oder -beschränkungen der jeweiligen Teilfonds sowie Zulassung von Ausnahmen hierzu, sofern dies der Sicherungsvermögensfähigkeit eines Investments in die jeweiligen Teilfonds nicht entgegensteht.

(b) Auswahl der Investments.

(c) Rücknahmen von Aktien durch den Verwaltungsrat nach Artikel 10(2) dieser Satzung

(d) Maßnahmen gegen einen säumigen Aktionär nach Artikel 9(2) dieser Satzung.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder des Anlageausschusses getroffen.

Der Anlageausschuss besteht aus Vertretern, die vom Verwaltungsrat bestellt und abberufen werden. Jeder Aktionär hat insofern das Vorschlagsrecht für bis zu vier Vertreter im Anlageausschuss. Er kann dem Verwaltungsrat auch die Abberufung eines seiner Vertreter und Neuberufung eines anderen Vertreters vorschlagen. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verwaltungsrat niederlegen.

Die weiteren Regeln betreffend die Einberufung, Beschlussfassung und Protokollierung sowie weitere Einzelheiten zum Anlageausschuss werden in einer vom Anlageausschuss festgesetzten Geschäftsordnung festgelegt.

Art. 23. Kosten und Gebühren. Zu den Kosten der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds können zählen:

- Die gegebenenfalls auf Ebene der Teilfonds anfallende Management- oder Beratungsgebühr (inklusive, falls vorhanden, Performance Fees).
- Gebühren der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle, der Domizilierungsstelle, der Register- und Transferstelle.
- Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen (unabhängig von einer tatsächlichen Investition und auch dann, wenn diese bereits vor Auflegung des jeweiligen Teilfonds angefallen sind), bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des jeweiligen Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Wertpapieren im Ausland.
- Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens entstehen.
- Alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Teilfonds anfallen.
- Die Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien.
- Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden.
- Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung, die der Gesellschaft entstehen, sowie die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute.
- Kosten des Wirtschaftsprüfers.
- Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des Private Placement Prospekts, der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Korrespondenz mit Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen.
- Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Gesellschaft, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrats, des Anlageausschusses (soweit vorhanden), anderer Gremien der Gesellschaft sowie andere Personalkosten, eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Anlageausschusses (soweit vorhanden) sowie anderer Gremien der Gesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder.
- Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren und gegebenenfalls Mietkosten von Büroflächen.
- Die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds.
- Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung.
- Kosten, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren.
- Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen.
- Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden.
- Etwaige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen.
- Von der Gesellschaft bzw. deren Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten).
- Alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird.
- Marktübliche Gebühren und Courtagen, die im Bereich der Immobilienverwaltung anfallen, insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren.

Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien. Die von der Gesellschaft getragenen Gründungskosten werden nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Auflegungsdatum der Gesellschaft über bis zu fünf (5) Jahre hinweg abgeschrieben. Die bei Auflegung der Gesellschaft entstehenden Kosten werden von den Gründungskosten gedeckt. Die Gründungskosten können zwischen den einzelnen bei Gründung aufgelegten Teilfonds auf Basis ihrer jeweiligen Nettovermögen während eines Zeitraums und nach einem Schlüssel, der vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Basis erstellt wird, verteilt werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass jeder Teilfonds seine unmittelbaren und dem betreffenden Teilfonds zurechenbaren Gründungs- und Auflegungskosten selbst trägt. Die Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem Fondsvermögen des betreffenden Teilfonds zugeordnet und dort über eine Frist von höchstens fünf (5) Jahren abgeschrieben.

Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können die Gesellschaft bzw. die einzelnen Teilfonds auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen.

Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich gegebenenfalls anfallender Mehrwertsteuer.

Art. 24. Interessenkonflikte. Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet. Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrages oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 25. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird, soweit dies gesetzlich zulässig ist, gegebenenfalls aus dem Vermögen der Gesellschaft oder des betroffenen Teilfonds die Verwaltungsratsmitglieder, die Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses (soweit vorhanden) für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitender Angestellter oder Mitarbeiter oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Investmentberaters oder Investmentmanagers bestimmt sich nach den Vorschriften der einschlägigen Verträge.

Art. 26. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréé" qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorschreibt.

Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 27. Vertretung. Die Gesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt, durch die Versammlung aller Aktien in einer Hand einen einzigen Aktionär haben. Das Ableben oder die Auflösung des einzigen Aktionärs hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Falls die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Aktionärsversammlung die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds eingreifen. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser Aktionär die Befugnisse der Aktionärsversammlung aus.

Art. 28. Aktionärsversammlungen. Die ordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg am ersten Bankarbeitstag des Monats April um 12.00 Uhr statt. Die ordentliche Aktionärsversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrates außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Andere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

Die vom Gesetz festgesetzten Quoren und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Aktionärsversammlung maßgebend, sofern nichts anderes in dieser Satzung festgelegt ist.

Die Aktionärsversammlungen werden vom Verwaltungsrat durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen. Die Einberufung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

Die Tagesordnung wird von dem Verwaltungsrat vorbereitet, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund der vom Gesetz vorgesehenen schriftlichen Anfrage von Aktionären statt; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Falls alle Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Geschäfte, die bei einer Aktionärsversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind), sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang aufkommen, es sei denn, alle Aktionäre einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Aktionärsversammlungen teilnehmen zu können.

Bei Angelegenheiten, welche die Gesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre der Gesellschaft gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Angelegenheiten, die nur einen oder mehrere Teilfonds betreffen. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

Art. 29. Mehrheitserfordernisse. Jede Aktie berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei der Aktionärsversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionär zu sein braucht und welche ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Schriftform oder in Form eines Telegramms, Telekopie, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erteilt werden.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit mindestens 75% der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 30. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg und, sofern der Verwaltungsrat dies bestimmt, auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung aller Teilfonds sowie der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

Art. 31. Dividenden und Ausschüttungen. Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen. Die Abstimmung findet insofern in Einklang mit Artikel 28, Absatz 9, pro Teilfonds statt.

Der Verwaltungsrat kann in eigenem Ermessen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen jederzeit Zwischendividenden ausschütten, ohne dass es einer vorherigen Beschlussfassung der Aktionärsversammlung bedarf.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in der jeweiligen Teilfondswährung als Geldleistung; eine Sachauskehrung, insbesondere eine physische Lieferung von Edelmetallen und Waren, ist ausgeschlossen. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Sofern im Private Placement Prospekt vorgesehen, ist der Verwaltungsrat über den jeweiligen Bindungszeitraum hinaus während der Laufzeit eines Teilfonds berechtigt, ausgeschüttete Beträge erneut von den Investoren eines Teilfonds abzurufen, wenn diese Beträge von diesem Teilfonds benötigt werden, um entweder Freistellungsverpflichtungen oder Clawbacks durch die Zielfonds dieses Teilfonds zu bedienen (die "Clawback-Verpflichtungen"). Dies gilt für jede Art von Ausschüttungen, unabhängig davon ob sie als Dividenden oder als

Rückzahlung von Kapital qualifizieren. Zahlt ein Investor auf einem Kapitalabruf hin nicht, so wird er als säumiger Aktionär im Sinne von Artikel 9 dieser Satzung behandelt. Details zu dieser Regelung können in den jeweiligen Zeichnungsvereinbarungen festgelegt werden.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 32. Depotbank. Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen. Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 nachzukommen.

Art. 33. Beendigung. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 36 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 34. Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft/Teilfonds wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt. Eine Sachauskehrung, insbesondere eine Lieferung von Edelmetallen und Waren, findet nicht statt.

Art. 35. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

(1) Die Versammlung der Aktionäre eines Teilfonds hat das Recht, jederzeit die Auflösung des entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft oder dessen Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einer anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) oder einem Teilfonds eines OGA zu beschließen.

(2) Ein solcher Beschluss wird mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst.

(3) Ein Beschluss der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds zur Auflösung eines Teilfonds oder zur Verschmelzung eines Teilfonds gemäß oben stehendem Absatz wird schriftlich den Aktionären des von der Auflösung betroffenen Teilfonds oder des im Rahmen der Verschmelzung einzubringenden Teilfonds mitgeteilt und gegebenenfalls gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

(4) Ab dem Datum des Beschlusses betreffend die Auflösung bzw. der Verschmelzung des Teilfonds werden die voraussichtlich im Rahmen der Auflösung oder Verschmelzung anfallenden Kosten bei der Nettoinventarwertberechnung des entsprechenden Teilfonds berücksichtigt.

(5) In folgenden begrenzten Fällen kann die o.g. Auflösung oder Verschmelzung eines Teilfonds vom Verwaltungsrat nach vorheriger Beratung durch den Anlageausschuss (soweit vorhanden) gefasst werden:

a) Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.

b) Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als sinnvoll erscheint, den Teilfonds weiterhin zu verwalten.

(6) Die o.g. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden den Aktionären in der oben beschriebenen Weise mitgeteilt. Der Beschluss der Verschmelzung eines Teilfonds wird einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Bei solchen kostenfreien Rücknahmen durch einen Aktionär wird der Rücknahmepreis gemäß den Fristen des jeweiligen Teilfonds, welche im Prospekt festgelegt sind, ausbezahlt.

(7) Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates werden die Rückkäufe von Aktien im Falle der Auflösung eines Teilfonds eingestellt und die Vermögenswerte dieses Teilfonds realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und der entsprechende Netto-Liquidationserlös an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesem Teilfonds verteilt; eine Sachauskehrung findet nicht statt, insbesondere keine physische Lieferung von Edelmetallen oder Waren.

(8) Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Auflösungsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.

(9) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds/OGA getauscht werden. Ein solcher Umtausch erfolgt auf der Grundlage

des am festgelegten Umtauschtag festgestellten Nettoinventarwertes der Aktien der auszutauschenden Teilfonds/OGA. Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt gegen Rückgabe der Aktien des oder der einzubringenden Teilfonds.

(10) Die Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Gesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 36. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich der Beschlussfähigkeit und mit mindestens 75% der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre geändert oder ergänzt werden.

Art. 37. Massgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.
- (2) Die erste ordentliche Aktionärsversammlung wird im Jahre 2014 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

31.000,00 Euro TÜV SÜD Pension Trust e.V.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt 31.000,00 Euro (EUR einunddreißigtausend). Die Bareinzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf sechstausend Euro veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Person, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgesetzt. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Sabine Büchel, geboren am 19. Oktober 1965 in Mettlach, Deutschland, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, Warburg Invest Luxembourg S.A., geschäftsansässig in 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

- Dr. Detlef Mertens, geboren am 28. Juli 1958 in Düsseldorf, Deutschland, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, Warburg Invest Luxembourg S.A., geschäftsansässig in 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

- Hermann Knödgen, geboren am 30. Januar 1967 in Bruch, Deutschland, Directeur, Warburg Invest Luxembourg S.A., geschäftsansässig in 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Frau Büchel übernimmt den Vorsitz des Verwaltungsrates.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung, die über den ersten Jahresabschluss der Gesellschaft beschließt.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

„KPMG Luxembourg, S.à r.l.“, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (RCS Luxemburg, Sektion B Nummer 149 133). Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung, die über den ersten Jahresabschluss der Gesellschaft beschließt.

III. Sitz der Gesellschaft ist 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt, die nach Verlesung und Erklärung aller Vorstehenden gegenüber dem Erschienenen, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, von dem Erschienenen vor dem Notar unterschrieben wurde.

Gezeichnet: T. LOCHEN, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 28. Februar 2013. Relation: EAC/2013/2787. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013031908/862.

(130038633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Jerona SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 18.202.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *11 avril 2013* à 11.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Ratification de la nomination d'un administrateur.
5. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038446/660/16.

Calgis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 85.839.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 11, 2013* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2012
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013039022/795/16.

Managed Funds Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 81.144.

Notice is hereby given that the:

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of Managed Funds Portfolio will be held at the Head Office of the Company on Thursday *11 April 2013* at 10.00 a.m. with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the board of directors and of the independent auditor;
2. Approval of the annual accounts for the financial year ended 31 December 2012;
3. Allocation of the results for the financial year ended 31 December 2012 ;
4. Discharge of the Board of directors for the execution of their mandates during the financial year ended 31 December 2012;
5. Re-election of Ernst & Young as independent auditor of the Company;
6. Miscellaneous.

Registered shareholders will be admitted upon proof of their identity, provided they inform the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days prior to the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013038449/755/21.

Nikkei Invest Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.354.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 12 avril 2013 à 15.00 heures au siège social avec pour:

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013038450/755/20.

Investissements Mobiliers Européens et Internationaux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 27.765.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11.04.2013 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039024/16.

WestSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 143.708.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) WestSelect findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 10. April 2013 um 10.00 Uhr am Sitz der Zentralverwaltungsstelle der LRI Invest S.A., 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 2012 bis zum 31. Dezember 2012.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.

4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2014.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013039028/25.

Lizo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 105.643.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *11 avril 2013* à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039026/795/16.

Belvoir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.943.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme BELVOIR S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, *9 avril 2013* à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039032/750/15.

OP Global Strategic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 133.109.

Gemäß Art. 12 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Aktionäre zum *10. April 2013* um 16.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.

5. Verlängerung der Mandate des Verwaltungsrats
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Hauptversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im März 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013039037/1999/25.

Sicav Placeuro, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Epernay.

R.C.S. Luxembourg B 31.183.

Les actionnaires de Sicav Placeuro sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le mardi *09 avril 2013* à 10 heures à l'hôtel Sofitel, 4, rue du Fort Niedergrünwald Quartier Européen Nord L-2015 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur.
2. Présentation et approbation du Rapport de liquidation de Sicav Placeuro - Compartiment Global US Equities.
3. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
4. Décharge à donner aux administrateurs et Réviseur.
5. Nominations statutaires.
6. Questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Pour le G-D de Luxembourg:

COFIBOL

16, rue d'Epernay

L-1490 Luxembourg

Pour la Belgique:

Le prospectus d'émission, les informations clés pour l'investisseur et les derniers rapports périodiques sont disponibles auprès du service financier en Belgique :

CPH

Rue Perdue,7

B-7500 Tournai

Référence de publication: 2013039466/755/29.

M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

The management regulations with respect to the common fund M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS have been filed with the Luxembourg Trade and Companies Register.

Le règlement de gestion concernant le fonds commun de placement M&G UK Residential Property Fund FCP-FIS a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2013.

M&G Real Estate Funds Management S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013030580/15.

(130037179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Warburg Invest Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 29.905.

Eine konsolidierte Fassung des Verwaltungsreglements des DKO-Lux-Aktien Global (DF), der von der WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A. verwaltet wird und den Anforderungen des Gesetzes von 2010 entspricht, wird am 20. März 2013 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Diese Hinterlegung erfolgt zum Zwecke der Eintragung eines entsprechenden Hinweises im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Das Datum zur Veröffentlichung im Mémorial wurde mit dem 02. April 2013 reserviert.

Luxemburg, den 15. März 2013.

Für die Verwaltungsgesellschaft

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013036079/16.

(130044249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Scrio LuxCo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1912 Luxembourg, 3, rue des Labours.

R.C.S. Luxembourg B 111.399.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 26.03.2013.

Philipp Graf / Katja Wilbert.

Référence de publication: 2013040253/10.

(130049407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Convertible Securities PlusSI FCP-SIF, Fonds Commun de Placement.

ISIN: LU0569705253

Gemäß dem Beschluss des Verwaltungsrates vom 12. März 2013 wurde der o.g. Fonds zum 15. März 2013 geschlossen und von der offiziellen Liste für Organismen für gemeinsame Anlagen gestrichen.

Hinweis zur Bekanntmachung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Association.

Luxemburg, im April 2013.

Structured Invest S.A.

Silvia Mayers / Stefanie Dany

Référence de publication: 2013042460/9486/11.

DJE Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 90.412.

Wir informieren, dass der Fonds DJE Strategie - DJE Strategie Global (WKN A0ND4G; ISIN LU0347625542) mit Wirkung zum 29. Dezember 2008 liquidiert wurde.

Der Liquidationserlös wurde mit Liquidationsabschluss ausgezahlt. Der Liquidationsbericht zum 29. Dezember 2008, kann kostenlos bei der DJE Investment S.A., angefordert werden.

Alle Anteilinhaber wurden erreicht, es erfolgte keine Zahlung an die Caisse de Consignation. Die Auflösung des Fonds erfolgte zum 29. Dezember 2008. Die Liquidation ist somit abgeschlossen.

Luxemburg, im März 2013.

DJE Investment S.A.

Référence de publication: 2013042469/755/13.